Communiqué de presse

Vendredi 13 novembre 2026

Grenoble appelle le gouvernement à agir sur les discours de haine dans les médias et demande la fermeture de Cnews

Suite à l'attentat raciste survenu à Trappes et à La Verrière le vendredi 23 octobre 2026, le Conseil municipal de Grenoble a adopté ce mardi 10 novembre un vœu demandant au gouvernement de déclarer la lutte contre le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, la négrophobie et la xénophobie « Grande cause nationale ». La Ville demande, notamment, au gouvernement d'agir contre la banalisation des discours de haine dans les médias et sur Internet, en renforçant les moyens de la plateforme PHAROS et de l'Arcom, en raccourcissant les délais de traitement et en renforçant les sanctions en cas de récidive, jusqu'à la suspension de diffusion, pour les chaînes qui banalisent durablement la haine raciale, refusent le contradictoire et distillent des théories complotistes comme la théorie du "grand remplacement", en particulier en fermant définitivement la chaîne Cnews.

Cet attentat raciste, islamophobe et négrophobe, n'est pas le premier sur le sol français, et il convient de rappeler le contexte dans lequel il survient : la montée et la banalisation des discours de haine. Ces discours, relayés dans l'espace médiatique, sur les réseaux sociaux et dans le débat politique, bafouent les principes qui fondent notre République : l'égalité et le respect de la dignité humaine. En désignant des boucs émissaires, en stigmatisant des citoyen-nes en raison de leur origine, de leur religion ou de leur supposée appartenance, ils préparent le terrain de la violence. Car les mots ont des conséquences. Lorsque la haine s'installe dans le débat public, elle finit par armer des bras.

Ces discours racistes sont portés par des militant-es et des responsables politiques d'extrême droite qui diffusent des théories racistes et xénophobes à la télévision, banalisent la haine et attisent les divisions pour en tirer un bénéfice électoral. **Cette banalisation est encouragée par des médias qui en font le cœur de leur ligne éditoriale et refusent le débat contradictoire**, mais aussi par la passivité d'une partie de la classe politique, qui laisse prospérer ces idées ou s'en fait parfois le relais.

Mais le racisme ne se limite pas aux discours : il se traduit aussi par des discriminations concrètes dans l'accès à l'emploi, au logement et aux services publics. Il traverse ainsi les institutions et les rapports de pouvoir, et empêche une partie de la population de vivre à égalité de droits et de dignité. Le combattre suppose donc d'agir à la fois contre les discours qui l'alimentent et contre les inégalités qu'il produit.

Plus que jamais, il est nécessaire de lutter contre la progression du racisme et de la xénophobie dans notre société. L'idéologie du Rassemblement national représente un danger pour la République, car elle remet en cause son principe fondamental : l'égalité de toutes et tous, sans distinction d'origine ou de généalogie.

À Grenoble, l'engagement de la Ville contre le racisme et les discriminations s'inscrit dans une histoire de solidarité, d'hospitalité et de défense des droits fondamentaux. La Ville de Grenoble est un **territoire d'accueil inconditionnel**, résolument engagé pour valoriser et défendre la diversité, la solidarité et l'hospitalité. Nous l'incarnons au quotidien dans nos politiques publiques, et à l'échelle nationale en ayant co-créé et en étant adhérent de l'**Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA)**, dont la Maire de Grenoble, Laurence Ruffin, est co-présidente. Cet engagement est indissociable du combat contre le racisme, l'islamophobie, la négrophobie, l'antisémitisme et toutes les formes de discrimination.

L'engagement de la Ville de Grenoble contre la propagation des discours de haine et l'intolérance s'est notamment matérialisé dès le premier conseil municipal de cette mandature avec l'adoption d'une **clause de résistance**. Cette clause réaffirme que la Ville s'opposera à toutes les atteintes aux libertés publiques, à l'égalité des droits et à la dignité humaine. Avec cette délibération, la Ville s'engage à ne pas rester silencieuse quand la haine se propage et les discours racistes pullulent.